



Position du Forum européen de la Jeunesse sur L'emploi des jeunes en temps de crise

Introduction

La crise financière et économique touchera particulièrement les plus vulnérables, et parmi eux les jeunes. La crise va exacerber les difficultés que rencontrent d'ores et déjà les jeunes pour trouver un emploi stable, devenir autonomes, et être pleinement intégrés dans la société.

En même temps, la jeune génération actuelle possède le potentiel le plus élevé pour contribuer à une relance durable et sortir de la crise. C'est la génération la mieux éduquée de tous les temps, qui connaît les nouvelles technologies, qui est plus mobile et ouverte à de nouvelles possibilités. L'UE ne doit pas courir le risque d'une « génération perdue » engendré par la crise actuelle. La perte de ce potentiel aura des effets négatifs dans le long terme, et un investissement efficace dans la jeunesse sera crucial pour le succès d'une relance à moyen et long terme. Cette stratégie a été exposée dans le rapport du BEPA 2007 (Bureau des Conseillers de Politique européenne) « Investing in Youth » qui stipule qu'« un investissement opportun et efficace dans la jeunesse est la clé d'un avenir prospère, tant du point de vue économique que social »¹.

Le Forum européen de la Jeunesse avance une liste précise de priorités et d'actions politiques par rapport auxquelles le YFJ demande aux Etats membres de l'UE d'agir en vue de minimiser les effets de la crise lorsqu'il s'agit de l'entrée des jeunes dans le marché du travail ainsi que de conditions décentes de travail pour les jeunes.

L'emploi des jeunes en temps de crise

Le chômage et les conditions précaires de travail affectent sérieusement la vie de tout individu, et les jeunes y sont particulièrement vulnérables. Les jeunes d'aujourd'hui ont des difficultés à entrer dans le marché de travail. Bien souvent ils connaissent des conditions précaires de travail et ils ont des contrats de travail atypiques, ce qui les empêche de trouver un emploi stable. Cette situation les empêche de devenir autonomes, de s'installer, voire de fonder une famille, et elle ne leur permet pas de s'intégrer pleinement dans la société. La crise financière et économique risque d'exacerber les difficultés qu'ont les jeunes de trouver un emploi stable.

En même temps, la crise actuelle peut s'avérer nuisible au développement du potentiel de la jeune génération. L'UE doit reconnaître ce fait et investir dans la jeunesse pour contribuer à une relance durable.

¹ Investing in Youth, an empowerment strategy, 25/04/2007, BEPA

C'est pourquoi le Forum européen de la Jeunesse :

- Demande aux Ministres de l'Emploi de l'UE de bien tenir compte des préoccupations des jeunes en élaborant des politiques sur l'emploi pour répondre aux engagements de la Stratégie de Lisbonne. Il est absolument nécessaire de développer des mesures ciblant celles et ceux qui connaissent les plus grandes difficultés à entrer dans le marché du travail et à conserver un emploi stable et décent – ou à essayer de lancer leur propre entreprise.
- Demande aux Ministres européens de l'Emploi de tenir compte du besoin de développer des compétences qui peuvent améliorer le passage des études au marché de l'emploi. Il est important également de promouvoir des politiques qui favorisent l'entrepreneuriat en promouvant les études de ce type.
- Demande de promouvoir et de pleinement reconnaître les compétences que les jeunes peuvent acquérir grâce à l'éducation non formelle, aux activités de bénévolat et à la formation professionnelle. Il est également extrêmement important de reconnaître la valeur de l'orientation professionnelle et de la promouvoir : les outils d'orientation et une plus grande interaction entre pourvoyeurs d'éducation, partenaires sociaux et secteur professionnel.
- Souligne que les stages ne peuvent pas remplacer un travail rémunéré ; ils peuvent représenter une étape intéressante dans le passage des études à la vie professionnelle, et des stages de qualité, qui doivent avant tout être une expérience d'apprentissage pour le/la stagiaire, doivent être offerts aux jeunes. Toutefois, le YFJ s'oppose fortement à la pratique qui veut que des stagiaires soient recrutés pour réduire les frais des employeurs sans qu'ils aient accès à la protection du droit du travail et à une compensation financière, travaillant sur des questions qui ont une valeur ajoutée très limitée pour leur développement professionnel et personnel.
- Demande une forte initiative de soutien à l'emploi, qui recentre les dépenses du Fonds social européen pour encourager le passage des jeunes des études à un emploi décent.
- Propose que, en vue d'améliorer la mobilité des jeunes travailleurs, les Etats membres réalisent de plus grands progrès vers la reconnaissance mutuelle des qualifications et compétences, pour une plus grande compatibilité des systèmes nationaux de sécurité sociale, surtout les systèmes de pension, et qu'ils investissent davantage dans l'apprentissage des langues car les barrières linguistiques doivent également être surmontées. Le Forum européen de la Jeunesse est également convaincu que la mobilité de la main d'œuvre ne sera réalisée que si cette mobilité devient une pratique plus commune dans d'autres domaines. Par conséquent, les possibilités de mobilité pour les élèves et les étudiants, les jeunes en formation professionnelle, les bénévoles, les entrepreneurs ou les stagiaires doivent être décuplées en augmentant considérablement l'étendue des programmes de mobilité.

Le besoin d'investir dans les jeunes doit se refléter dans la Stratégie de Lisbonne post 2010 et dans des mesures et initiatives de courte durée pour gérer la crise financière et économique actuelle, surtout dans le contexte de la mise en œuvre du plan européen de relance économique.

A cette fin, le Forum européen de la Jeunesse demande aux Etats membres qu'ils conviennent d'un Pacte européen pour la Jeunesse revu et renouvelé dans le cadre post Lisbonne.

Conclusion

Il est évident que le Forum européen de la Jeunesse est grandement préoccupé par la crise actuelle et par la façon dont cette situation affecte les possibilités des jeunes de trouver un emploi de qualité et de rester dans le marché de l'emploi avec des conditions décentes de travail. C'est pourquoi le YFJ demande aux Etats membres de convenir de meilleures mesures et politiques coordonnées qui impliquent un fort investissement dans les jeunes, leurs études, leur formation, et leur entrée dans le monde du travail.

Notre message est clair : en temps de crise, il faut investir dans la jeunesse !